

La grande évasion des bénéficiaires des multinationales : le chiffre de la semaine

Publié le 10.09.2020 Mis à jour le 16.09.2020 source CCFD Terre Solidaire

A l'échelle mondiale, près de 40 % des profits réalisés par les multinationales sont délocalisés dans les paradis fiscaux. L'évasion fiscale des multinationales est un fléau qui prive les États de recettes cruciales pour le financement de l'éducation ou de la santé



Source : Gabriel Zucman, image © CCFD-Terre Solidaire

Selon une étude de l'Université des Nations Unies de 2017, les États seraient privés de l'ordre de **500 milliards de dollars** chaque année [1].

Malheureusement jusqu'à présent, les Etats luttent peu contre l'évasion fiscale

Quel est le rapport entre évasion fiscale et solidarité internationale ?

Les **pays en développement** sont particulièrement impactés par l'évasion fiscale des multinationales : **30% de plus** que les pays de l'OCDE d'après le FMI [2].

D'après Eurodad, en 2052, le **taux d'imposition** moyen des entreprises pourraient ainsi atteindre... **0 %** si la course au moins disant fiscal se poursuit à la même vitesse.

L'aide internationale dans les pays du sud est **10 fois inférieure** aux sommes perdues à cause des flux financiers illicites qui leur échappent

Ici comme dans les pays du Sud, l'argent qui s'envole dans les paradis fiscaux est une **perte irremplaçable pour les services publics**, notamment pour l'éducation.



Une école au Tchad © Reportage au Tchad de Roberta Valerio/CCFD-Terre Solidaire

Pour améliorer la scolarisation des enfants, il faut que les Etats aient les moyens de payer le salaire des enseignants ou de construire des écoles.

Ceci n'est possible que si les impôts rentrent dans les caisses de l'Etat.

De plus en plus d'organisations des pays du sud demandent des comptes à leur gouvernement sur les questions fiscales.

Objectif du CCFD Terre Solidaire

Nous travaillons avec des organisations partenaires en faveur de la **justice fiscale**.

Notre but est de **redonner aux États** les ressources financières dont ils sont spoliés afin qu'ils aient **les moyens** de répondre aux **besoins fondamentaux** de leur population et de réduire les **inégalités**.

Pour une véritable réforme du système fiscal international, nous appelons la France et l'Union européenne à soutenir la **création d'un organisme fiscal intergouvernemental** sous les auspices de l'**ONU**.

L'évasion fiscale n'est pas une fatalité !